

Extrait du Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

<http://senemag.free.fr>

Des activistes saluent l'approbation du projet de loi sur le SIDA par le Sénat américain

- Santé -

Date de mise en ligne : mardi 22 juillet 2008

Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

WASHINGTON, 20 juil (IPS) - Les activistes anti-SIDA et du monde de la santé ont salué l'approbation, par le Sénat américain, d'un projet de loi sans précédent en cinq ans de 48 milliards de dollars pour lutter contre le SIDA, le paludisme et la tuberculose à l'étranger, en particulier en Afrique.

Le projet de loi abroge également une loi vieille de 21 ans qui interdit à la plupart des visiteurs étrangers séropositifs d'entrer aux Etats-Unis ou d'obtenir le statut de résident permanent.

Le projet de loi, sujet à de longs mois de négociations, a été adopté mercredi dernier par un vote convaincant de 80 voix contre 16 et sera probablement approuvé par la chambre des représentants la semaine prochaine, avant que le président George W. Bush, qui a soutenu ce projet, le signe pour en faire une loi.

Les dissidents, composés des Républicains de droite, protestent contre le coût du projet de loi et l'assouplissement des contraintes initiales sur la façon dont l'argent serait dépensé. Leur tentative d'amender le projet de loi davantage à leur goût, et de réduire les fonds de quelque 15 milliards de dollars, a été rejetée avec une marge de deux contre un.

"Ce projet de loi est une formidable réussite", déclare Paul Zeitz, directeur exécutif de '**Global AIDS alliance**' (GAA), une des nombreuses organisations non gouvernementales (ONG) qui faisaient pression fortement pour cette législation.

"Ce projet de loi étendra le leadership américain sur la santé globale et nourrira l'espoir partout dans le monde", explique-t-il. *"Une fois complètement financé, il n'aidera pas seulement les pays pauvres, mais servira aussi les intérêts américains"*.

Au même moment, lui et d'autres activistes avertissent que le projet de loi autorise seulement la dépense de 48 milliards de dollars. Pendant chacune des cinq prochaines années, le Congrès devra affecter l'argent de façon séparée.

Néanmoins, le projet de loi étend et accroît le Plan d'aide d'urgence à la lutte contre le SIDA à l'étranger du président (PEPFAR), vieux de cinq ans et d'un montant de 15 milliards de dollars, une initiative du président Bush lancée en 2003, qui était *"la seule chose la plus significative que le président ait faite"*, selon les termes du président démocrate de la Commission des relations extérieures du Sénat, Joseph Biden, au cours du débat du 16 juillet. Le PEPFAR devrait expirer le 30 septembre prochain.

Le PEPFAR, que Bush a lancé à la veille de l'invasion américaine en Irak, est estimée pour fournir un traitement destiné à sauver la vie à environ 1,5 million de victimes du SIDA, éviter quelque sept millions de nouvelles infections, et donner des soins à 10 autres millions de personnes, y compris plusieurs millions d'enfants qui ont perdu un ou les deux parents à cause du SIDA.

Le programme, qui s'est focalisé sur une douzaine de pays africains subsahariens, de nations caribéennes durement touchées et sur le Vietnam, a fourni également le test du VIH et une assistance à quelque 33 millions de personnes.

L'Initiative du président contre le paludisme (Président's Malaria Initiative, PMI), lancée par Bush en 2005, qui est destinée à réduire les morts provoquées par le paludisme de 50 pour cent dans 15 pays d'Afrique d'ici à 2009, a distribué quelque quatre millions de moustiquaires imprégnées, plus de sept millions de traitements anti-paludisme, et

financé des pulvérisations à l'intérieur pour plusieurs millions de foyers.

Le PMI sera incorporé dans le nouveau programme, qui est appelé le 'Lantos-Hyde U.S. Leadership Act' en hommage aux anciens présidents de la Commission des affaires étrangères de la Chambre, le démocrate Tom Lantos et le républicain Henry Hyde, qui étaient de grands défenseurs des programmes de santé dans le monde. Les deux hommes sont morts l'année précédente.

En prévision de la fin du PEPFAR, Bush a demandé au Congrès plus tôt cette année d'autoriser l'utilisation de 30 milliards de dollars pour son extension pour les cinq prochaines années. Mais en avril, la Chambre a voté à trois contre une voix une augmentation à un total de 50 milliards de dollars. Les mois suivants, la Commission des relations extérieures du Sénat a approuvé la décision de la Chambre avec un vote de 18 contre trois.

Ce projet de loi représentait un compromis entre les Démocrates, champions de la stimulation du financement, et les Républicains anti-avortement, qui ont insisté pour rajouter certaines conditions, ce qu'ils ont constamment fait avec le PEPFAR, sur la façon dont l'argent serait dépensé.

En vertu de ce projet de loi, par exemple, aucun financement ne pourra servir aux centres de planning familial, à un groupe qui procède à des avortements ou encore à faire pression pour assouplir une loi anti-avortement dans leurs propres pays, ou qui baisserait leur dénonciation de la "prostitution et du trafic humain".

Le projet de loi a également besoin du programme des administrateurs pour assurer que des stratégies d'abstinence et de fidélité pour prévenir la propagation de la maladie *"sont appliquées et financées de façon significative et équitable"*. Des stratégies que beaucoup d'experts de la santé publique ne croient pas aussi efficaces que la distribution de préservatifs. Ce langage représentait un assouplissement dont avait besoin le PEPFAR, qu'au moins le tiers des fonds de prévention soit dépensé pour les questions d'abstinence et d'éducation.

La version du projet de loi du Sénat inclut toutes les restrictions de la Chambre. Il y est aussi ajouté une condition que plus de la moitié du programme de l'aide bilatérale liée au SIDA — environ 30 milliards de dollars — soit destinée au traitement et soins dans le but de remporter le soutien du sénateur républicain, Tom Coburn d'Oklahoma, un chef du groupe de législateurs de droite, qui avait menacé de faire couler le projet de loi.

Le Sénat est également d'accord pour réduire le financement total de 50 milliards de dollars à 48 milliards de dollars et affecter la différence des deux milliards de dollars aux programmes de santé destinés au profit de natifs américains.

Conformément à la lettre du projet de loi, les 30 milliards de dollars destinés à servir aux programmes bilatéraux viseront à maintenir en vie trois millions de malades, prévenir 12 millions de nouvelles infections au VIH, et soigner 12 autres millions de victimes, dont cinq millions d'orphelins.

De plus, le projet de loi fournira 10 milliards de dollars — soit deux milliards de dollars par an — au Fonds global contre le VIH/SIDA, la tuberculose et le paludisme, qui a besoin d'argent et qui travaille dans plus de pays que ceux couverts par le PEPFAR et avec moins de restrictions sur la façon dont les fonds sont dépensés. En raison de leur manque de contrôle sur le fond, l'administration de Bush et plusieurs républicains ont résisté aux efforts des démocrates de renforcer les contributions américaines à cela.

Environ quatre milliards de dollars du total seraient dépensés pour la lutte contre la tuberculose, la cause la plus importante de mort sur les personnes atteintes de VIH, alors que cinq milliards de dollars seront destinés au

paludisme. Le reste sera grossièrement divisé entre la recherche contre le SIDA et le développement des capacités du système de santé des autochtones dans des pays cibles.

"Nous et nos membres partout dans le monde applaudissons le Sénat américain d'avoir constitué une différence interne et d'avoir fait passer cet important projet de loi", déclare Nils Daulaire, président du Conseil mondial pour la santé, une ONG internationale proche de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Il reste cependant d'accord avec Zeitz et certains autres, dont le Centre international de recherche sur la femme, qui expriment des regrets sur le fait que la loi conserve des restrictions sur les provisions de dépenses, en particulier les interdictions pour les cliniques ou groupes qui fournissent ou promeuvent l'avortement ou qui refusent de dénoncer la prostitution.

En même temps, ils recommandent de lever l'interdiction pour les visiteurs séropositifs d'entrer aux Etats-Unis. L'interdiction, qui pourrait être annulée dans certaines circonstances, a été mise en place par un ancien leader des forces de droite au Sénat, l'ancien président de la Commission des relations extérieures Jesse Helms, qui s'est retiré du Sénat en 2003 et est décédé par coïncidence, la semaine dernière.

"Lever l'interdiction nous donne l'espoir que le gouvernement des Etats-Unis ira dans le sens d'une politique d'ensemble qui répond aux réalités des épidémies, de la science de la prévention, du traitement et des soins", ajoute Daulaire. (FIN/2008)

Jim Lobe pour ipsinternational.org

[voir l'article sur le site d'ipsinternational.org](http://ipsinternational.org)